

interpellera Schuman sur son discours. Le Ministre affirmera avoir volontairement tu le Roi pour ne pas être accusé d'ingérence dans les affaires intérieures belges.

La *Libre Belgique* allait jeter de l'huile sur le feu en se décidant à publier la réponse de Churchill à la lettre d'Edmond Carton de Wiart du 18 février 1949. L'ex-Premier ne s'était guère pressé. Le 12 mai, soufflant alternativement le chaud et le froid, il se défendait d'avoir jamais formulé la moindre « critique au sujet du courage personnel et de l'honneur du Roi Léopold » mais refusait de modifier les termes qu'il avait employés en 1940 au sujet du conflit Roi-ministres « qui identifiait la capitulation de l'armée belge à la soumission de l'Etat belge à M. Hitler ». Edmond Carton de Wiart lui répondit le 28 mai sur un ton grinçant, lui déniait toute compétence en droit constitutionnel belge « fût-il même fortement pressé par M. Pierlot ». Churchill avait vaguement promis une préface « apaisante et lénitive » à une nouvelle édition de ses *Mémoires*, mais le texte était en fait une accusation nouvelle : « on fit entrer l'armée belge en action si tard qu'elle ne put même pas occuper les positions préparées à l'avance sur sa ligne de front ». Le Roi Léopold lui-même entra dans la polémique et sur son ordre, Jacques Pirenne expédia à Churchill le 3 mars 1960 (à neuf jours de la Consultation Populaire) une lettre cinglante ⁽⁵⁷⁾.

Le discours de Schuman et les mises au point de Churchill avaient mis l'armée de 1940 et son commandement à l'avant-plan et rallumé les vieilles querelles sur les circonstances de la capitulation. Devant la satisfaction des milieux léopoldistes, Paul-Henri Spaak se sentit obligé de se lancer dans la polémique en se plaçant dans un domaine, les opérations militaires, qui ne lui était pas très familier. Dans deux grands éditoriaux à sensation du *Peuple*, il accusait le Roi de n'avoir rien fait pour faire sauter les ponts de l'Yser et mettre hors d'usage le port de Zeebrugge. La presse royaliste

- (57) *Libre Belgique*, 18-XII-49, p. 1, c. 5-6; 20-XII-49, p. 1, c. 1-2; 22-XII-49, p. 2, c. 4; 26-XII-49, p. 2, c. 3; 21-XII-49, p. 2, c. 2; 19-I-50, p. 1, c. 5-6; *L'Officier Retraité*, jan. 50, p. 9; *Soir*, 18-XII-49, p. 1, c. 3, p. 2, c. 2-3; 22-XII-49, p. 1, c. 7-8. Lettre de Ch. Lussy à R. Schuman du 9 janvier 1950 et réponse du 12 janvier dans *Supplément au Recueil de Documents... 1936-1950*, n° 64/2-3, p. 181-182. La position difficile des socialistes est bien illustrée par les titres des deux articles du *Peuple* consacrés au discours de Schuman et à ses suites : 21-XII-49, p. 3, c. 7 « Juste hommage à l'Armée belge » et 22-XII-49, p. 3, c. 6 « Un mensonge quotidien ».
- (58) *Recueil de Documents... Addenda*, n° 22/2, p. 58-59, n° 22/3, p. 59-60; *Libre Belgique*, 23-I-50, p. 1, c. 3-4. Lettre de J. Pirenne à W. Churchill au nom du Roi, 3 mars 1960 (*Supplément au Recueil...*, n° 76, p. 206-207) : « ...Le Roi exprime Sa profonde stupéfaction devant cette allégation dont le caractère est tel qu'on va jusqu'à se demander si la version qui en est donnée est bien conforme à votre pensée. On pouvait espérer, la lumière ayant été faite sur la campagne des 18 jours, que vous auriez tenu à reviser loyalement le jugement qui a pu être le vôtre au moment des faits. Il faut constater, à regret, que cet espoir est déçu... Le Roi estime qu'il n'est pas possible que de semblables contre-vérités continuent à être répandues. C'est pourquoi le Roi vous prie de bien vouloir vous expliquer au sujet de votre affirmation qui suscite dans notre pays une profonde déception, et une si pénible impression et qui est de nature à discréditer la Belgique dans le monde entier... »

réagit vivement : tous les ponts, sauf un, avaient sauté et Zeebrugge avait été embouteillé par le sabordage de six bateaux ⁽⁵⁹⁾.

« ...Les partisans du Roi veulent, que l'on me pardonne la vulgarité de l'expression, noyer le poisson (...) Ils vont répétant, et ils l'ont déjà fait à maintes et maintes reprises, ce qui prouve l'importance qu'ils attachent à cet aspect de la polémique « ceux qui critiquent l'attitude du Roi en 1940, insultent l'Armée ». Insulteurs de l'armée, voilà n'est-il pas un argument de poids? L'armée de 1940, cela représente quelques centaines de milliers d'hommes arrachés à leur foyer, lancés dans une terrible aventure. Ils n'aiment pas, ces hommes, et cela se comprend fort bien, qu'après la dure épreuve qui leur fut imposée, on mette en doute en plus leur patriotisme et leur courage. Quel succès, s'il y avait moyen d'assimiler leur cas à celui du Roi; de créer un tel lien entre eux et lui qu'il apparaîtrait qu'en faisant Sa critique on touche à Leur honneur. Nous voilà bien, comme certains l'ont voulu, en pleine confusion ⁽⁶⁰⁾... »

Comme les accusations de Spaak avaient, dans un meeting à Hasselt le 15 janvier 1950, été transformées par Kamiel Huysmans en ordre du Roi de remettre intacts les ouvrages en question à la Wehrmacht, le Souverain et Jacques Pirenne se fâchèrent et le Premier Ministre Gaston Eyskens reçut une véhémence protestation de Prégny contre cette atteinte à « l'honneur du Pays, de l'Armée et du Roi ». Dans une conférence de presse, Spaak battit en retraite sur la question technique (« à supposer ces faits exacts, ils ne sont certes pas de notoriété publique ») mais maintint son point de vue : « je conteste ensuite de la manière la plus formelle qu'une critique adressée de bonne foi au commandement de l'Armée belge, puisse constituer une atteinte à l'honneur de l'Armée et à l'honneur du Pays. Cette prétention de vouloir incarner, dans une seule personne l'un et l'autre me paraît être l'expression d'une conception d'un autre âge ⁽⁶¹⁾. »

Pendant que les responsables des destructions publiaient des témoignages volumineux, la question quitta le terrain militaire pour celui de la passion, les associations d'anciens combattants prenant feu et flamme. L'organisation des officiers retraités (S.G.R.O.R.), l'U.N.O.I.G., l'U.F.A.C. 40-45, la *Fraternelle des Chasseurs Ardennais*, etc... publiaient articles et ordres du jour véhéments, liant la défense de l'armée de mai 40 à la « solution conforme à la justice et à l'intérêt supérieur du pays » à donner à la question royale. Dans ce contexte de passion, on comprend mieux les incidents qui éclatèrent à la suite du Congrès de l'U.N.O.I.G. du 11 décembre 1949. Une proposition d'adresser un télégramme de fidélité au Roi ayant été

(59) *Peuple*, 29-XII-49, p. 1, c. 1-2; 5-I-50, p. 1, c. 1-2, p. 3, c. 7-8 « Le Roi et la Capitulation » et « Non, tout n'est pas clair! » par P.H. Spaak; *Libre Belgique*, 6-I-50, p. 1, c. 7-8, p. 2, c. 1-2; 20-I-50, p. 1, c. 3-5, p. 2, c. 7-8; *Septembre*, 5-III-50, p. 1, c. 6-7, p. 7, c. 4-7; *L'Officier Retraité*, fév. 50, p. 6-11; *U.N.O.I.G.*, 1950/n° 1, p. 3315-3317.

(60) *Peuple*, 29-XII-49, p. 1, c. 1.

(61) Lettre de J. Pirenne à G. Eyskens, 24 janvier 1950 et texte de la Conférence de presse de P.H. Spaak (*Supplément au Recueil...*, n° 17/2 et 17/3, p. 67-69).

écartée par le Comité qui préférait s'abstenir dans une question controversée, la presse commença à publier des lettres de protestation et de démission d'officiers criant au scandale et pour lesquels le serment de fidélité était « autre chose qu'une formalité n'en déplaît à certains tourneurs de veste »⁽⁶²⁾.

Quelques jours plus tard, le 25 janvier 1950, 142 officiers généraux envoyaient au Roi une adresse protestant contre « une sournoise campagne de malveillance et de calomnies » qui « continue à insinuer que tout n'a pas été fait pour éviter la reddition de 1940 », « affirmation audacieuse qui, en atteignant Votre Majesté atteint aussi notre Armée ». Les « 142 » affirmaient agir « en pleine indépendance de toute influence de parti et de toute pression d'intérêt » mais leur texte contenait un appel à peine voilé pour voter « oui » lors de la Consultation Populaire : « officiers, sous-officiers et soldats de 1940 (...) nous en sommes persuadés, n'oublieront pas l'acte, plein de noblesse et de grandeur du Chef ». Cette fois, ultime manœuvre de propagande avant la Consultation ou manifestation tardive de loyalisme à la veille d'un retour probable du Roi, ils sont tous là, même Van Strijdonck de Burkel l'hésitant. *Le Peuple*, fort mécontent, épiluchait leur liste pour débusquer les rapatriés des Oflags dès 1940, les attentistes, et réclamait des sanctions disciplinaires. Albert Devèze se borna à diffuser un communiqué : aucun officier en activité de service n'avait enfreint son ordre du jour recommandant à l'Armée une neutralité absolue dans la campagne et les signataires du manifeste étaient des généraux retraités, de réserve ou honoraires que l'on empêcherait à l'avenir d'entretenir une « regrettable confusion »⁽⁶³⁾.

Sur le plan pratique, la lettre « des 142 » exerçait son influence sur les militaires d'active et non pas seulement sur les anciens combattants. Dans un rapport, l'organisateur de cellules royalistes au sein de la garnison de Liège notait : « en règle générale, l'Armée donne l'impression de se « raidir » dans sa position loyale vis à vis de notre Souverain. L'adresse récente des généraux belges a fait impression surtout sur les officiers hésitants »⁽⁶⁴⁾.

(62) *Libre Belgique*, 24-I-50, p. 2, c. 6; 21-II-50, p. 2, c. 6; 31-I-50, p. 2, c. 5-6; *Nation Belge*, 21-II-50, p. 1, c. 3-4; *Belgique d'Abord!*, mars 50, p. 1; *Septembre*, 26-II-50, p. 1, c. 5-7; 5-III-50, p. 1, c. 6-7, p. 7, c. 4-7; *L'Officier Retraité et U.N.O.I.G.*, loc. cit. Sur les incidents du Congrès de l'U.N.O.I.G. et leurs suites, voir *U.N.O.I.G.*, déc. 49, p. 3191; *Libre Belgique*, 12-XII-49, p. 2, c. 4-5; 17-I-50, p. 2, c. 2-4; 21-I-50, p. 2, c. 2; 29-I-50, p. 2, c. 6; *Nation Belge*, 12-XII-49, p. 1, c. 3-5, p. 3, c. 6-8. La prudence de l'U.N.O.I.G. provenait sans doute de ce qu'elle devait être reçue le lundi suivant par le Ministre de la Défense Nationale Devèze pour discuter de diverses revendications matérielles.

(63) *Libre Belgique*, 3-III-50, p. 1, c. 5-6, p. 2, c. 5-6; *Nation Belge*, 4-III-50, p. 2, c. 4-5. Le texte de la lettre du 25 janvier et la liste complète des signataires sont publiés dans le *Supplément au Recueil...*, n° 74, p. 200-205 et relayés par la grande presse quelques jours seulement avant la Consultation Populaire. Pour la polémique, voir *Peuple*, 6-III-50, p. 5, c. 1-2; 7-III-50, p. 3, c. 7-8; 15-III-50, p. 1, c. 4; *Libre Belgique*, 15-III-50, p. 3, c. 3 (communiqué officiel du M.D.N. : « quant à certains documents rendus publics, ils comportent exclusivement avec mention de leur grade le nom d'officiers retraités, honoraires ou de réserve »).

(64) Lettre de l'Adjt. G. Van Gasse, 5 mars 1950 (documentation des auteurs).

Elle n'était pourtant que l'ultime coup de clairon d'une campagne systématique qui durait depuis le printemps 1949, en ramenant la « question royale » à un débat sur les Dix-Huit Jours et la capitulation. Pour la campagne électorale précédant les élections de juin 1949, LE G.N.B./B.N.B. a produit un film *Le Roi, La Loi, La Liberté* dont toute une partie est un montage habile d'actualités sur la campagne. Les organisations léopoldistes font distribuer gratuitement l'hebdomadaire parisien *Paroles Françaises* avec un titre flamboyant de son directeur le député André Mutter « L'Armée Belge et Son Chef n'ont pas forfait à l'honneur » et le texte de la lettre de Weygand au Major De Scheemacker. Les opérations militaires de mai 40 formeront une part importante du « syllabus de propagande » et des tracts édités par le *Comité National de la Consultation Populaire* à partir de janvier 1950⁽⁶⁵⁾.

Les résultats en sont évidents. La F.N.V.G. qui en 1946 aurait accepté un changement de monarque « par le pouvoir Constitutionnel » a changé de ton. A son Congrès des 9-10 juillet 1949, elle réaffirme « sa fidélité à la Monarchie héréditaire dont le Roi, qui en est le symbole permanent, tient ses pouvoirs de la Constitution même, et non de la volonté des partis »⁽⁶⁶⁾. Conduite par l'actif Ernest Henry de Frahan, la section de Liège va plus loin et envoie une délégation auprès du Roi à Paris le 7 novembre 1949, pour s'élever « avec vigueur contre la plus grande injustice du siècle » et « les attaques perfides et mensongères répandues par la plus odieuse campagne de presse que l'on puisse concevoir ». L'entrevue se termina en image d'Epinal :

« ...Les délégués confièrent ensuite au Roi l'étendard de leur section en Le priant respectueusement de bien vouloir Le ramener lui-même au pays « dès Son retour qu'ils souhaitaient proche ». Le Roi accepta ce dépôt. Pour calmer l'émotion du porte-drapeau, Il lui dit « Ne pleure pas, ton étendard est en bonnes mains »⁽⁶⁷⁾. »

En dépit des efforts d'Henry de Frahan, le Président National de la F.N.V.G., J. De Witte, ne lancera que le 25 juillet 1950, alors que les troubles

(65) Instructions diverses du Général F. Ley, du G.N.B., sur l'emploi du film (11 mars, 6 mai, 9 mai 1949, etc...). Dans certaines communes, on tentait lors des séances de projection, d'y faire participer des délégation F.N.C. et F.N.A.P.G. avec drapeaux. *Paroles Françaises* était l'organe du *Parti Républicain de la Liberté*. Dans ce numéro spécial, André Mutter insistait surtout sur son titre de Président de l'Association Générale des Déportés et Internés. Le responsable de l'édition spéciale belge était Emmanuel de Grünne, fils de l'ancien chef de la *Phalange*. Dans la seule province de Liège, 73.340 exemplaires gratuits furent distribués au moment des élections de juin 1949. « Comité National de la Consultation Populaire-Syllabus de propagande », tracts divers du C.N.C.P. (documentation des auteurs).

(66) *Septembre*, 21-VII-1946, p. 2, c. 4; 28-VIII-1949, p. 2, c. 3-4; *Cri du Peuple*, 30-IV-1948, p. 3, c. 2; adresse au Roi de la section de Liège de la F.N.V.G., 7 novembre 1949.

(67) *Libre Belgique*, 12-XI-49, p. 2, c. 8; 15-XI-49, p. 2, c. 4-5; *Nation Belge*, 13-XI-49, p. 1, c. 5-6; *Gazette de Liège*, 13-XI-49, p. 1, c. 1-4; *Recueil de Documents...*, n° 381-382, p. 874-878. La F.N.V.G./Liège édita une brochure *Pro Rege et Patria-7 Novembre 1949* consacrée à l'audience royale.

éclatent partout en Wallonie, un appel au ralliement de tous les anciens volontaires de guerre autour de Léopold III ⁽⁶⁸⁾.

Les polémiques successives entraînées par les affaires Churchill-Schuman-Spaak avaient réussi, *a contrario*, à faire sortir de leur neutralité les associations d'anciens combattants et surtout à permettre à leurs dirigeants d'opinion léopoldiste de prendre une position de plus en plus engagée, et qui finira, dans le domaine politique, par des consignes de vote à la veille de la Consultation Populaire. En faisant porter leurs attaques sur les Dix-Huit Jours, les adversaires du Roi avaient fait un pas de clerc :

« ...Pour nous, les accusations lancées constituent un acte d'hostilité délibérée à l'égard de l'Armée belge et de son Commandement, ainsi que du pays, dont l'honneur ne fait qu'un (...) Nous affirmons l'étroite solidarité de l'Armée à tous les échelons, sans en excepter un seul. Nous défendons son honneur et celui du Pays indissolublement unis et injustement mis en cause ⁽⁶⁹⁾. »

Dès décembre 1949, les *Etats Généraux des Anciens Combattants* sont menacés de désunion et certaines sections, comme l'A.O.C., menacent de se retirer parce que le Conseil a refusé de faire procéder à un sondage d'opinion des membres sur la « question royale ». L'A.O.C. de Bruges et la *Société Générale et Royale des Officiers Retraités* décident de ne pas rester neutres « dans cette question dont dépendent l'avenir et l'unité du pays ». Le Président de la S.G.R.O.R., le Général Grégoire, s'en prendra, après les accusations de Spaak, aux « intérêts sordides de la plus basse des politiques électorales », aux « griffes des partis », etc... ⁽⁷⁰⁾.

Sans citer le Roi ni la Consultation Populaire ouvertement, l'U.F.A.C. 40-45 jette son épée dans la balance et « adjure tous les anciens combattants et tous leurs compatriotes de rester sourds aux appels qui ont manifestement pour origine une aveugle politique de parti, si pas des mots d'ordre de l'étranger et dont les effets portaient atteinte à l'Unité de la Belgique et à la Constitution ». Les pèlerinages à Prégny se multiplient, les motions de fidélité se succèdent. En examinant les noms des délégués et signataires, on peut remarquer combien les propagandistes les plus zélés du Roi ont pu sans noyautage systématique prendre le contrôle des Fraternelles. Deux exemples suffiront : le Comité Central de la *Fraternelle du 14e de Ligné* demande à ses membres de voter « oui ». Le président, Guy de Pierpont, est en même temps le chef du *Mouvement Monarchique Constitutionnel*.

(68) *Libre Belgique*, 25-VII-50, p. 2, c. 1.

(69) Article du Colonel Flamion « Pour Nos Camarades de 40 » dans *Septembre*, 5-III-50 et *U.N.O.I.G.*, 1950/1, p. 3315-3317.

(70) Fondés en septembre 1936, les *Etats-Généraux* ont repris leurs activités en septembre 1947, regroupant toutes les associations de combattants et d'invalides, plus les prisonniers politiques et les résistants. Leur président était Félix De Loz, le très neutraliste dirigeant de la F.N.I. *Libre Belgique*, 30-XII-49, p. 2, c. 2; *L'Officier Retraité*, déc. 49, p. 17; fév. 50, p. 6-11.

L'U.F.A.C. 40-45 de Liège se rend à Prégny sous la conduite de son président, Edmond Jamar, autre pilier de la propagande royaliste à Liège... Le 4 mars, le Colonel L. Robin, président général de *Ceux de 1940-1945*, rappelle à ses membres que l'Armée, commandée par le Roi, a combattu vaillamment, que le Roi n'a pas abandonné les combattants... « et que les anciens s'en souviendront à leur tour le 12 mars 1950 »⁽⁷¹⁾.

Que les anciens de la Lys témoignent de leur fidélité au Roi, c'est bien; que ceux de l'Armée d'Angleterre et des bataillons de volontaires issus de la Résistance Armée le fassent, c'était mieux. La Fraternelle des volontaires de guerre du 16^e Fusiliers, bataillon qui s'était signalé en 1945 par un loyalisme ostentatoire, fera procéder en son sein à une répétition de la Consultation Populaire, avec 75 % de votes en faveur du Roi. Le 26 février 1950, c'est la Fraternelle du 22^e Fusiliers qui « indignée des calomnies contre l'Armée de 40 et Son Commandant, des insultes, des provocations au meurtre qui se multiplient (...) adjure les vrais Combattants et les vrais Résistants de se rappeler à qui, pendant la guerre, allaient respectivement leur fidélité et leur mépris ». Rien d'étonnant, le Président n'est autre que le Major Arnold de Looz-Corswarem. La presse socialiste proteste contre les circulaires « de vil aplatissement devant Léopold III » envoyées aux anciens de 4^e et 15^e Fusiliers par une série de généraux (qui militent tous à *Yser & Lys*). Le 10 mars 1950, à la veille de la Consultation Populaire, la Fraternelle du 4^e Fusiliers publie un appel pour « faire rendre au Souverain légitime le Roi Léopold III l'exercice de Ses prérogatives constitutionnelles ». Or, l'ancien commandant du 4 Fu est Van Espen, actif au sein d'innombrables organisations léopoldistes...⁽⁷²⁾.

Après la Consultation Populaire, les choses vont plus loin avec les anciens de la *troop* belge du 10th (Interallied) Commando :

« Sire, des anciens du 10 (I.A.) Commando, quoique très conscients du respect dû aux formes légales et à la concorde nationale, regrettent cependant de ne pouvoir recourir aux méthodes expéditives auxquelles ils ont été formés pour vous ramener en triomphe dans votre royaume... »

Prudemment, la *Libre Belgique* ne fit aucun commentaire tandis que le *Peuple* criait au « fascisme »⁽⁷³⁾.

L'organe du P.S.B. ne manquait pas de condamner en termes sévères toutes ces manifestations de fidélité et, proclamant sa sollicitude pour les anciens combattants et victimes de guerre, leur recommandait à tout propos

(71) *Libre Belgique*, 21-II-50, p. 2, c. 6; *Nation Belge*, 21-II-50, p. 1, c. 3-4; *Septembre*, 26-II-50, p. 1, c. 6-7; *Belgique d'Abord!*, mars 50, p. 1. *Gazette de Liège*, 11-12-III-50, p. 4, c. 7-8; *Libre Belgique*, 7-III-50, p. 2, c. 4; *Nation Belge*, 7-III-50, p. 3, c. 7; *Nation Belge*, 9-III-50, p. 5, c. 2; *Libre Belgique*, 9-III-50, p. 2, c. 4.

(72) *Peuple*, 4-5-III-50, p. 4, c. 8; *Vers l'Avenir*, 8-III-50, p. 3, c. 1-5; 9-III-50, p. 3, c. 1; *Nation Belge*, 2-III-50, p. 2, c. 2-3; 10-III-50, p. 2, c. 5; *Peuple*, 10-III-50, p. 2, c. 3.

(73) *Libre Belgique*, 31-V-50, p. 2, c. 3; *Peuple*, 20-V-50, p. 2, c. 3.

de ne pas détruire leurs associations, seuls instrument de leur défense, pour une question qui pouvait être discutée ailleurs. Il s'efforçait aussi de montrer que les initiatives en faveur du Roi venaient d'« une brochette de vieux généraux -naphthaline et scrongneugneu- en mal de politicaille », « si ces gens sont pour, c'est une raison de plus pour que la classe ouvrière et prolétarienne soit contre ». Début février 1950, *Le Soir* avait ressorti du placard aux accessoires l'affaire de la *Belgique Loyale* et le Colonel Jean Marissal avait affirmé que derrière Xavier de Grunne, il y avait eu le *Rassemblement Biebuyck* « conjuration contre nos institutions nationales »⁽⁷⁴⁾.

Les gros bataillons des associations restées neutres restaient cependant inébranlables. *L'Interfédérale des Groupements Patriotiques* de Namur s'insurgeait contre les appels provenant des Fraternelles « de nature à jeter le trouble et la division parmi les anciens des deux guerres qui doivent se tenir uniquement et étroitement unis pour la défense de leurs intérêts moraux et matériels ». Bref, avant le Roi, les « ayants droit »... Peu avant le scrutin, la *Fédération Nationale des Combattants*, le *Conseil National des Anciens Combattants de Belgique* et la *Fédération Nationale des Croix du Feu* lancèrent des appels à la dignité, au respect des règles de la démocratie, etc...⁽⁷⁵⁾.

On notera cependant que les multiples proclamations de la F.N.C., de mars à juillet 1950, sont des appels à la modération mais insistent surtout sur les raisons de la neutralité de l'organisation. En effet, des sections s'engageaient, comme celle de Courtrai, place-forte du léopoldisme, et tentaient de secouer la passivité du comité fédéral. Du côté C.N.A.C.B. et F.N.C.F., l'insistance mise sur le respect de l'ordre public, la dignité, la Constitution, sur l'opposition « à la politique partisane avec ses déplorables excès » faisait pencher la balance du côté monarchiste, au delà de la question de la personne royale.

C'est au moment du retour du Roi et du début des troubles que la F.N.V.G. s'engagera à fond, imitée par l'U.F.A.C. 40-45 qui lancera une proclamation contre « les mauvais citoyens » qui « s'insurgent contre les

(74) *Peuple*, 24-II-50, p. 4, c. 1-2; *Soir*, 3-II-50, p. 1-2.

(75) *Peuple*, 9-II-50, p. 4, c. 3-4; *Vers L'Avenir*, 10-III-50, p. 3, c. 1-5. Pour les appels de la F.N.C., voir *Nation Belge*, 3-III-50, p. 2, c. 3; *Peuple*, 8-III-50, p. 2, c. 3; *Libre Belgique*, 8-III-50, p. 2, c. 6 « ...La F.N.C. qui compte incontestablement dans ses rangs des partisans de l'une ou de l'autre thèse en présence, ne peut donc, en tant qu'association et en vertu même de ses statuts, prendre sur le plan fédéral, une position quelconque dans ce débat douloureux ». Sur l'attitude de la F.N.C. de Courtrai, voir *Libre Belgique*, 11-IV-50, p. 2, c. 6; *Nation Belge*, 11-IV-50, p. 4, c. 4. Pour d'autres appels au calme de la F.N.C., voir *Nation Belge*, 4-IV-50, p. 2, c. 6 et *Libre Belgique*, 28-VII-50, p. 2, c. 2. Pour la F.N.C.F. *Libre Belgique*, 28-IV-50, p. 2, c. 1. La motion du *Conseil National* relative à la Consultation Populaire (« fidèles à la Constitution et aux Lois du Peuple Belge, regrettent que la question royale ait dévié sur le terrain de la politique partisane avec ses déplorables excès ») est contresignée par les mouvements affiliés (U.F.A.C., F.N.I., F.N.C., F.N.C.F., A.O.C., F.N.V.G., U.N.O.I.G., F.A.S., etc.) y compris ceux ayant déjà pris des positions fort divergentes sur le fond. (*Nation Belge*, 8-III-50, p. 5, c. 3-4; *Libre Belgique*, 8-III-50, p. 2, c. 6).

règles démocratiques (...) en prêchant la révolution et l'insurrection », les « excitations coupables qui conduisent aux actes de sabotage, grèves politiques et attentats criminels », etc...⁽⁷⁶⁾.

En revanche, la F.N.I. (*Fédération Nationale des Invalides*) et la C.N.P.P.A. (*Confédération Nationale des Prisonniers Politiques et Ayants-Droit*) lanceront des appels à leurs membres pour qu'ils évitent toute immixtion dans la question royale et évitent de faire état de leurs titres ⁽⁷⁷⁾. Aussi, l'intervention de cette même C.N.P.P.A. auprès du Roi au moment le plus dramatique de la crise fut-elle, pour beaucoup, un véritable coup de théâtre.

*

**

Au sortir de septembre 1944, les mouvements de Résistance armée, dotés d'un prestige certain, sont surtout pour le Gouvernement Pierlot rentré de Londres et les autorités alliées une grave source d'inquiétude, une hypothèque pesant sur l'arrière des forces alliées. Si pour certains, le danger est surtout constitué par le *Front de l'Indépendance* et plus particulièrement les *Partisans Armés* dont les cadres sont communistes, on s'inquiète aussi, chez les Britanniques, du *Mouvement National Royaliste* (M.N.R./N.K.B.) ⁽⁷⁸⁾. Pendant les combats de septembre, 95 % des détachements opérant en liaison avec le 21^e Groupe d'Armée britannique appartiennent à l'*Armée Secrète* et au M.N.R. (sous les ordres de gradés d'active et de réserve) tandis que les autres mouvements, auxquels un arrêté du 12 septembre permet la détention d'armes, effectuent des missions de police et de garde. Le 13 septembre, le Gouvernement Pierlot reconnut officiellement 8 mouvements. Primitivement exclu par « l'aréopage Tschoffen », le M.N.R. sera agréé le 5 octobre, mais pour 3 provinces seulement.

Le Général-Major Ivan Gérard, successeur de Jules Bastin à la tête de l'A.B./A.S., avait été nommé le 3 septembre commandant des *Troupes de l'Intérieur*, coiffant l'ensemble de la Résistance armée. Le 9 octobre, le Gouvernement belge lui demandait de préparer démobilisation et désarmement et le passage progressif des résistants vers l'armée régulière reconstituée. Si l'A.S., qui se considérait comme la continuation de l'armée de mai 40, avait commencé à démobiliser le 10 octobre, les réticences à tout désarmement étaient très vives du côté du F.I. et des P.A. qui exigeaient un passage « en bloc » dans l'armée nouvelle, au grand effroi des sphères gouvernementales. Début novembre, les Britanniques perdirent patience et exigèrent des mesures. Il ne nous appartient pas de narrer ici les événements de novembre 1944 : démission des ministres communistes et de Fernand Demany « ministre de la Résistance », agitation, manifestation du

(76) *Libre Belgique*, 25-VIII-50, p. 2, c. 1; 31-VIII-50, p. 2, c. 3; *Nation Belge*, 30-VII-50, p. 2, c. 5.

(77) *Libre Belgique*, 28-VII-50, p. 2, c. 3-8, p. 5, c. 1-2; 2-VIII-50, p. 2, c. 4.

(78) CERSCM, Interview de Cecil de Sausmarez (7-11 avril 1975), p. 115-122.

F.I. à Bruxelles le 25 novembre..⁽⁷⁹⁾ Si nous évoquons ces faits, c'est parce qu'ils sont à l'origine de certaines attitudes de 1945-1950 :

- manque d'unité psychologique et politique des mouvements de résistance;
- position toute particulière de l'A.S. qui ne s'est pas jointe à l'U.N.R. (*Union Nationale de la Résistance*) et n'y entretient qu'un observateur;
- demi-ostracisme envers le M.N.R. d'autant plus qu'il s'est efforcé de contrecarrer un « putsch » communiste en laissant courir le bruit qu'il interviendrait en force⁽⁸⁰⁾ (d'où une campagne virulente contre lui à partir de mai 1945);
- rancœurs d'Ivan Gérard, persuadé d'avoir été *Le chef* de toute la Résistance, de pouvoir parler en son nom, etc..

Au moment des émeutes de novembre 1944, qui alimentent toujours la recherche mais aussi la polémique historiques, l'*Armée Secrète* bien sûr, le M.N.R. bien évidemment avaient tenu à se désolidariser de l'action du F.I. Ils avaient été rejoints par l'U.S.R.A. (*Union des Services de Renseignements et d'Action*), par le prestigieux *Groupe G*, par le *Mouvement National Belge* de Camille Joset et par certaines sections du F.I. lui-même.

Ce clivage de la résistance s'est fait sur la question d'un hypothétique coup de force communiste. Dans « l'affaire royale », les lignes de partage sont beaucoup plus floues : d'un côté, le M.N.R. et la plus grande partie de l'A.S. (avec des précautions et des réticences que nous expliquerons), de l'autre, le F.I. et les P.A. Au centre, une énorme masse d'hésitants, oscillant entre indifférence et hostilité, et que les propagandes adverses vont tenter de convaincre avec des slogans aussi simplistes que « le Roi, premier des Inciviques » ou « le Roi, premier des Résistants ».

La campagne sur ce dernier thème allait être la vocation de l'hebdomadaire *Septembre* dont les fondateurs appartenaient au Groupe Hoornaert-Dirix (ex-*Légion Nationale*) de l'*Armée Secrète* et au M.N.R. et ne manquaient jamais d'insister, ce qui était d'ailleurs vrai, sur leur qualité de « résistants nationaux de la première heure ».

Cependant, si les thèmes qui à partir de 1948 avaient lentement grignoté le neutralisme des anciens combattants par des appels à la

(79) Voir surtout José GOTOVITCH, *Sous la Régence: Résistance et Pouvoir*, Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 999, 3 juin 1983 et Geoffrey WARNER, *La crise politique belge de novembre 1944: un coup d'été manqué*, *idem*, n° 798, 19 mai 1978.

(80) « Historique résumé du QG/MNR » (CERSGM, Fonds Léo Lejeune, n° 79, p. 27); CERSGM, Fonds « Bevrijding van Antwerpen », dossier E.F. Pilaet, n° I.G. 12; interview de Bob Van Steenlandt, le partie dans *Humo*, déc. 1982, p. 181; 2e partie, p. 30; interviews de Bob Van Steenlandt et F. De Moor (émission BRT « De Nieuwe Orde », « Eldrie-Verbond », p. 7 de la transcription).

solidarité, à la fidélité au chef, à l'esprit de corps avaient eu un succès relatif, il était beaucoup plus malaisé de les utiliser vis à vis d'une masse floue comme la Résistance, qui, en dépit des tirades sur son unité, était une addition de positions et d'opinions individuelles. Les quelques succès obtenus par des ralliements de résistants de premier plan recevaient immédiatement des chocs en retour provenant de résistants de la même organisation, mais d'opinion différente, qui déniaient à leurs anciens chefs le droit de parler en leur nom — ce qui n'arriva jamais au sein des organisations d'anciens combattants. Début 1948, un des principaux propagandistes du Roi s'avouait découragé :

* ...Les Prisonniers Politiques sont groupés sous une direction rouge, les autres sont des otages. Il est difficile de se faire une opinion à leur sujet (...) Chez les Résistants, le problème est plus nuancé. Au F.I., la situation est sensiblement la même que celle que je viens de décrire chez les P.P.; la plupart des membres reconnus sont hostiles. Pour le reste, cela s'équilibre à peu près (l'Armée Secrète se considère comme un organisme militaire et non un groupement de Résistance). Il est probable que, tous les épiluchages terminés, cela fera de 60 à 100.000 Résistants dont un tiers résolument hostiles et un autre tiers indifférents ⁽⁸¹⁾. »

Dès l'ouverture de la « question royale » par la libération du Souverain, les mouvements de Résistance Armée jouèrent un rôle d'épouvantail pour l'un et l'autre camp. Le 11 mai 1945, le Premier Ministre Van Acker avait déclaré sans ambages « les forces de la résistance sont, dans l'ensemble, hostiles au Roi. On ne peut opposer à ces forces que peu de choses ». Quelques semaines plus tard, lors de l'entrevue d'Augsbourg, Van Acker est plus nuancé : « en ce qui concerne les groupes de résistance, le M.N.R. (*Mouvement national royaliste*) et l'A.S. (*Armée secrète*) sont en grande partie pour le Roi, tandis que les autres, et surtout les F.I. (*Front de l'Indépendance*) lui sont opposés » ⁽⁸²⁾.

Le Général Jules Pire, commandant en chef de l'A.S. (et ancien du *Rassemblement Moral* de 1941) n'avait pas hésité à jeter tout son poids du côté du Roi en adressant à ses hommes un ordre du jour intitulé « Le Roi, Notre Devoir » qui leur rappelait qu'ils étaient une armée régulière et liée par le serment de fidélité au Roi « aussi longtemps qu'il détient la Couronne » et célébrant « la rectitude morale du Roi Léopold III, son dévouement à la chose publique » ⁽⁸³⁾. La presse communiste a désormais des arguments pour mêler l'A.S. aux projets de putsch qu'elle attribue au M.N.R. et couvre Pire d'injures. Si ce dernier contrôlait la *Fraternelle de*

(81) Lettre non publiée de G. Rhodius au *Phare-Dimanche*, 30 mars 1948 (LARMINIER, p. 130).

(82) Comptes-rendus établis par le Roi de l'entrevue de Strobl (11 mai 1945) et de celle d'Augsbourg (5 juin 1945) (*Livre Blanc*, p. 376 et 389; *Rapport présenté par le Secrétariat du Roi sur les événements politiques qui ont suivi la libération...*, p. 22 et 33; *Recueil de Documents...*, n° 256, p. 536 et n° 268, p. 565-567).

(83) Texte publié dans *Pygmalion. Organe mensuel officiel de la Fraternelle de l'Armée Secrète*, n° 2, mai 1945, p. 1.

L'Armée Secrète (F.A.S., devenue plus tard U.F.A.S.), il y avait une dissidence depuis novembre 1944, la F.N.A.S.B.D. (*Fédération Nationale de l'Armée Secrète Belge Démobilisée*) qui n'admettait pas l'identification de l'A.S. avec l'armée régulière et de recevoir des ordres : « la caste militaire de l'A.S. est libre de prendre ses responsabilités (...) Tous les anciens A.S. redevenus civils ont le devoir de se serrer les coudes (...) et de ne faire le jeu de personne » (84).

Pire, qui se souvenait des réticences gouvernementales à reconnaître le M.N.R. comme mouvement de résistance et des anciennes préventions envers la *Légion Belge* ancêtre de l'A.S., jugea plus politique de lâcher du lest. À la séance du 19 juin 1945 de l'*Union Nationale de la Résistance*, le délégué-observateur de l'A.S. réussit à faire voter un ordre du jour par lequel tous les groupements « sur base d'un principe de stricte réciprocité » s'interdisaient de participer en groupe et comme tels à des coups de force ou des manifestations susceptibles de devenir sanglantes. Moyennant cette clause de respect de la réciprocité, la Résistance belge ne s'affrontera pas les armes à la main sur la question monarchique, à l'instar de ce qui avait été la Résistance grecque.

Le Général Pire jubilait : « nous sommes particulièrement heureux d'avoir vu nos vaillants amis des Partisans Armés et des Milices Patriotiques, adversaires du Roi, comme ceux du Mouvement National Royaliste, ses partisans, comprendre leur vrai devoir de patriotes en ces heures douloureuses ». Tenant vraiment à dissiper tout soupçon, il lança une nouvelle proclamation à ses troupes, dans laquelle il affirmait que si le Roi tentait de se rétablir au pouvoir par un coup de force et établissait une dictature personnelle « il me trouverait dans les phalanges adverses avec vous ». Mais les véritables sentiments du Général et de son état-major perçaient :

« ...Ennemis de toutes les oppressions, nous avons vaincu l'hitlérisme, nous sommes prêts à combattre encore toutes les dictatures, quelles qu'elles soient, de droite ou de gauche, blanches ou rouges. Nous

(84) *Peuple*, 25-VI-45, p. 1, c. 2-3 *Drapeau Rouge*, 18-VI-45, p. 1, c. 3-4. La F.N.A.S.B.D. avait été créée en novembre 1944 par J. Frickx, employé de commerce et d'ex-As de la région bruxelloise (*Moniteur Belge*, A.S.B.L., 1944, n° 1138, p. 452-453, n° 1220, p. 495). Par la suite, le cadre s'élargit aux autres provinces (*idem*, 1945, n° 1937, p. 1155) et à partir d'avril 1946 le président national fut Franz Chauvaux et le vice-président de la branche wallonne le Dr. Louis Bourguignon (*idem*, 1946, n° 1132, p. 559). La F.N.A.S.B.D. ne fit plus parler d'elle dans la question royale. On notera à ce propos que le Dr. Bourguignon, ex-sénateur communiste ayant rompu au moment du pacte germano-soviétique, avait été très actif pendant l'occupation aux réseaux *Luc Marc Mill*, au service de renseignements du Chancine Van der Elst, à l'A.S., etc... Bourguignon renseignait le Comte Capelle pendant la guerre et fournit après celle-ci des informations à Jacques Pirenne (CAPELLE, *Au service du Roi*, t. II, p. 114; PIRENNE, *Mémoires et Notes Politiques*, p. 328, 420-22; VAN MOLLE, *Le Parlement Belge*, p. 23-24; *Fédération Nationale de l'Armée Secrète Démobilisée-Album*, in-4°, Bruxelles, 1949, passim).

demeurons défenseurs de la Liberté. Soldats de l'Armée Secrète, mes amis, mes enfants, restez groupés autour de moi, n'écoutez pas les politiciens (85) ».

Cette attitude ayant été approuvée en Congrès, l'A.S. maintint ce cap de « neutralité conservatrice », diffusant des consignes à la veille des élections de 1946, ne disant rien du Roi mais d'un anticommunisme évident par fidélité de la Belgique « à sa civilisation antérieure » (86). Cette neutralité de façade n'empêchait pas nombre de dirigeants et de sections locales de l'A.S. de rester foncièrement léopoldistes et de ne pas hésiter à le montrer, comme diverses sections de Flandre Occidentale qui iront en pèlerinage à Prégny. Quand le *Groupement National Belge* se forme en septembre 1945 pour coordonner la propagande pour le Roi, le passeport le plus rapide vers une fonction dirigeante est d'avoir été actif au sein de l'A.S. Dans de nombreuses régions, il y a adéquation parfaite entre les anciens chefs locaux de l'A.S. et les dirigeants G.N.B./B.N.B. Au moment du Congrès du Heysel « pour la solution du problème royal » du 23 novembre 1947, cet engagement léopoldiste des cadres de l'A.S. est encore plus net, probablement parce qu'ils ont particulièrement été sollicités par les organisateurs. Au sein du Comité du Congrès, on trouve le Général Pire en personne, et les dirigeants des secteurs de Bruges, Liège-Ouest, Limbourg, Tournai, Virton, etc... Ce sont leurs titres de guerre qui sont mis en avant mais, à l'exception du Général Pire, ils sont très actifs au sein de divers mouvements royalistes (87).

Les prises de position officielles de l'A.S. resteront cependant modérées. Son chroniqueur « Doyen » écrivait à propos du voyage en Belgique de la Princesse Joséphine-Charlotte : « par delà la personne royale qui passe, nous acclamons la dynastie qui demeure et à qui les Belges unanimes restent obstinément fidèles. Cette fidélité appelle sa récompense : que ce soit demain ou plus tard, un jour nous crierons encore « Vive le Roi » (88). Au grand dépit des monarchistes ultras, l'U.F.A.S. refusera de prendre position pour la Consultation Populaire et laissera ses membres libres d'agir selon leur conscience. Certaines tirades contre l'œuvre des partis et les « campagnes mensongères » laissaient cependant percer ses

(85) Le texte de l'accord est publié dans *Contribution à l'Etude de la Question Royale. Evénements-Documents, t. II, p. 397* et *Pygmalion*, n° 3, juin 1945, p. 1-2 « Sommes-nous fascistes? » Voir aussi *Peuple*, 30-VI-1-VII-45, p. 1, c. 2-3.

(86) *Pygmalion*, n° 5, août 45, p. 6-7; fév. 46, p. 5.

(87) *Libre Belgique*, 4-X-45, p. 1, c. 8; *Nation Belge*, 27-IX-47, p. 2, c. 5. En ce qui concerne le G.N.B. et ses diverses filiales, notons qu'il est dirigé à Liège par Guy de Pierpont (chef Liège-Ouest de l'A.S.), à Dinant par le Major Roulin, à Namur par le Dr. Falmagne, à Ostende par Barbary, à Hasselt par Tony Lambrechts, à Bruges par Michel Van Poucke, etc... c'est à dire les responsables locaux de l'A.S. Le premier président du G.N.B., Edouard Descampe, était l'ancien commandant du refuge *Panthère*, son adjoint Arnoul de Briey avait appartenu au « Groupe Freddy » (Zone IV de l'A.S.), etc... Pour le Comité Exécutif du Congrès du Heysel, voir *Recueil de Documents Etablis par le Secrétariat du Roi...*, n° 338-339, p. 750-764.

(88) *Pygmalion*, mai 49, p. 3.

sympathies. Après « l'effacement » du Roi, l'U.F.A.S. tourna la page mais incriminait « la vague révolutionnaire », « la marche annoncée sur la capitale qui rappelle celles qui inaugurèrent tous les régimes totalitaires » et sonnait le ralliement autour du Prince Royal pour lutter contre « une période de terrorisme à la grande joie de Moscou »⁽⁸⁹⁾.

Le *Mouvement National Royaliste* lui-même, tout en maintenant les principes de fidélité absolue qui avaient été à la base de son action pendant la guerre, manifestait beaucoup de prudence et de réticence à glisser sur le terrain miné de la politique. Face à l'hostilité du C.N.R. et de certains des éléments de l'U.N.R., à la décision gouvernementale de ne le reconnaître comme mouvement de résistance que dans les provinces d'Anvers, Brabant et Flandre Orientale, en butte depuis la mi-mai 1945 à une campagne de presse extrêmement virulente des communistes qui l'accusent de préparer un putsch, le M.N.R. tient à affirmer ses convictions démocratiques et à séparer nettement son activité passée dans la résistance de la fidélité qu'il conserve à l'égard du Roi dans un débat devenu *politique*. Toute l'histoire du M.N.R. de l'après-Libération est dominée par ce « drame de la reconnaissance » qui ne prendra fin qu'en janvier 1950 quand il sera reconnu comme mouvement de résistance armée dans l'ensemble du pays. Quand le M.N.R. adhère au G.N.B. en octobre 1945, il demande que ce soit sous le nom de *Fidelis* (nom de son bulletin) et ses premières manifestations pour le Roi se font sous le sigle V.V.V. (*Voor Vorst en Volk*) nom d'un hebdomadaire flamand qu'il édite. Son chef, le Général Graff, priera ceux de ses subordonnés qui veulent créer l'organisation paramilitaire clandestine *Eldrie* de le faire en dehors des cadres du mouvement. Les outrances mêmes de certaines campagnes de presse contre le M.N.R., le fait que ses cérémonies d'hommage à ses morts aient été systématiquement troublées en 1945-1946 finiront par susciter des réactions en sa faveur, même dans la presse hostile au Roi⁽⁹⁰⁾.

Par la suite, l'attitude du M.N.R. se durcit et son engagement fut plus net. Alors qu'en 1947, il affirmait vouloir rechercher « des solutions d'entente, de solidarité, de discipline raisonnable, d'union », il réclamait purement et simplement à l'issue de son Congrès de 1948 le retour du Roi⁽⁹¹⁾. Au sein

(89) *Pygmalion*, mars 50, p. 27; août 50, p. 25; sept. 50, p. 3-4.

(90) Voir sur cette période de l'histoire du M.N.R., CERSGM, Fonds Léo Lejeune, n° 79, p. 25-28 « Le drame de la reconnaissance »; Daniel PIETTE, *Le Mouvement National Royaliste au Cours de la Deuxième Guerre Mondiale*, mémoire de fin d'études, Ecole Royale Militaire, 1974-75, annexe H; discours du Général Graff le 25 octobre 1944 dans *Perspectives M.N.R./N.K.B.*, Bruxelles, 1945. *Drapeau Rouge*, 15-V-45, p. 1, c. 6-7, p. 2, c. 1; 15-VI-45, p. 1, 3-4; 26-VI-45, p. 1, c. 1; 27-VI-45, p. 1, c. 3-7; 30-VI-1-VII-45, p. 1, c. 1-2; 3-VII-45, p. 1, c. 1-2; 13-VII-45, p. 1, c. 1-2; 23-VII-45, p. 1, c. 1-3; 22-VII-46, p. 1, c. 8, etc... *Peuple*, 2-VII-45, p. 1, c. 3-4; 11-X-46, p. 2, c. 4-6; 7-X-46, p. 2, c. 5; *Nation Belge*, 7-X-46, p. 1, c. 5-6; *Libre Belgique*, 7-X-46, p. 1, c. 6. Pour le revirement d'opinion, voir *Pourquoi Pas?*, 6-IX-46, p. 2311 « Si les résistants se chamaillent » et *Peuple*, 4-IX-46, p. 2, c. 4-6 « Ne dramatisons pas! ». P.V. de la réunion du G.N.B. du 11 oct. 45 (documentation des auteurs); *Septembre*, 25-III-45, p. 2, c. 5; interviews de Bob Van Steenlandt et Frans De Moor dans *Humo*, déc. 82 et à la B.R.T.

(91) *Libre Belgique*, 2-VII-47, p. 2, c. 2; *Septembre*, 6-VII-47, p. 2, c. 7; 4-VII-48, p. 2, c. 2.

même du G.N.B., le M.N.R. ruait dans les brancards, se joignait à une fronde des ultras inquiets d'un flirt à leurs yeux trop poussé du G.N.B. avec le P.S.C. et finalement claquait la porte à la faveur de la grande réorganisation des mouvements léopoldistes qui suivit le Congrès du Heysel.

Les réactions hostiles que le seul mot de « politique » suscitait chez les anciens, fussent-ils aussi léopoldistes que ceux du M.N.R., sont bien illustrées par la scission qui se produisit lorsque les généraux Graff et Neefs acceptèrent de figurer sur les listes du *Parti Indépendant (ex-Union Constitutionnelle)* pour les législatives de 1949. Un *Comité coordinateur du Brabant des Groupes d'Action du M.N.R.* s'insurgea :

« ...Il a toujours été entendu qu'aucune personnalité du M.N.R. ne se lancerait dans la politique. Ceux qui rompent avec cette règle, comme c'est le cas du Général Graff, doivent être considérés comme poursuivant des fins personnelles, et manquant à l'engagement d'honneur que tous les dirigeants du M.N.R. ont pris. Nous conseillons donc à nos amis de voter dans le cadre des listes traditionnelles selon leurs convictions et pour les candidats qui ont pris des engagements publics et formels dans la question royale ⁽⁹²⁾... »

Après l'échec relatif du *Parti Indépendant*, le M.N.R. adhéra aux G.R.U. (*Groupements Royalistes Unis*) avec une mission bien définie. Depuis 1948 déjà, il ouvrait ses rangs à des anciens combattants et résistants « sympathisants » qui n'avaient pas appartenu à ses formations pendant la guerre. Avec l'adhésion aux G.R.U., il s'agissait de faire du M.N.R. un vaste regroupement de « résistants fidèles au Roi » même s'ils avaient milité dans d'autres mouvements :

« ...Le même attiédissement s'observe au sein de certains regroupements de Résistants qui, sous l'Occupation, se faisaient gloire de leur loyalisme. C'est ainsi qu'à l'A.S., par exemple, sous l'influence mystérieuse d'un mystérieux Doyen, pourtant à peu près unique en son genre, toute manifestation de fidélité est paralysée. Dans ces conditions, il a fallu pallier à cette carence. Il n'est pas possible de laisser la Résistance scindée en deux groupes, dont un affirme avec l'énergie que l'on sait, l'antiroyalisme des combattants du Front Intérieur, pendant que la majorité, par son silence, entérine ces affirmations. Le M.N.R. a ouvert les rangs de ses Fraternelles à tous les Résistants authentiques qui veulent avoir le droit d'affirmer leur loyalisme. Il est bien entendu que l'on conseille aux Résistants comme aux combattants de rester loyalement fidèles à leurs anciennes Fédérations, il n'est pas question de faire défection, car ils y ont à défendre des intérêts corporatifs qui ne préoccupent pas les Groupements Royalistes ⁽⁹³⁾... »

Bref, dans sa version G.R.U., le M.N.R. sera le pendant « résistance » de la ligue *Yser & Lys* pour les anciens combattants. Quand, en janvier 1950, la longue « bataille de la reconnaissance » prendra fin, il n'est pas question de

(92) *Nation Belge*, 21-VI-49, p. 4, c. 5.

(93) *Septembre*, 21-VIII-49, p. 1, c. 4-7, p. 6, c. 1-3 « Le Congrès des G.R.U. ».

faire jouer au M.N.R. ce rôle de regroupement de résistants royalistes mais bien de limiter son action à celle qu'il avait eue pendant la guerre. En février 1950, c'est *Yser & Lys* qui s'intitulera *Ligue des Combattants et Résistants Royalistes* et y adjoindra même par la suite les mères et veuves de guerre.

Pour provoquer des ralliements au Roi dans les milieux de la Résistance, Jacques Pirenne comptait beaucoup sur l'action du *Mouvement Léopold*. Honoré de la confiance toute particulière du Secrétaire du Roi, le M.L. est le canal par lequel les documents établis pour la défense du Roi sont distribués en Belgique et une sorte de bureau de presse officieux. Un autre aspect important de son activité est l'organisation du voyage à Prégny de délégations venant assurer le Roi du loyalisme de tel ou tel groupe social ou professionnel : ouvriers mineurs, postiers, tramwaymen, sportifs royalistes, etc...

Or, le M.L. n'est autre qu'une ramification de l'ancien service de renseignements *Clarence* animé pendant la guerre par Walthère Dewé, un des grands héros de la Résistance belge abattu par la police allemande. Sous le nom code « Léopold », Frans Leemans, président de la *Kilomoto*, ami intime de Paul van Zeeland et grand organisateur de toute l'action léopoldiste de 1945 à 1950, a dirigé pendant la guerre les secteurs du Brabant Wallon de *Clarence*, assisté par Maurice Biquet et l'infatigable Alice Cheramy. Quand le M.L. se constitue après guerre, il est d'abord connu sous le nom de « service Léopold du groupe Clarence » et une de ses personnalités de premier plan est Joseph Meurice, sénateur P.S.C. de Liège, cofondateur de *Clarence*... mais aussi du groupe *Demain* et du M.N.R. dans la région liégeoise. Les autres dirigeants du M.L. (Leemans, Biquet, Cheramy, de Crayencour, Delfeld) proviennent de *Clarence* ou de l'A.S. La presse royaliste insiste évidemment de son mieux sur la filiation continue entre le plus célèbre réseau de renseignements et un mouvement en faveur du Roi, ce qui ne va pas sans entraîner les protestations d'anciens de *Clarence* d'une opinion divergente ou les inquiétudes de la presse socialiste qui voit avec méfiance ces relations entre l'entourage royal et des anciens virtuoses de la clandestinité par l'intermédiaire desquels « des sections de l'ancienne A.S. sont en alerte »⁽⁹⁴⁾.

De façon plus modeste et plus anodine, le M.L. organise les visites à Prégny de délégations locales de l'A.S., d'anciennes résistantes, la réception par le Roi à Paris le 8 novembre 1949 d'une vingtaine de prisonniers politiques et résistants conduits par Maurice Biquet, etc...⁽⁹⁵⁾

(94) Sur le *Mouvement Léopold*, voir DUPONT, *Les Mouvements Léopoldistes*, p. 271-306. *Septembre*, 24-VII-49, p. 1, c. 5-7, p. 8, c. 5; lettre du Comité d'Action G.N.B. du 13 oct. 1946. *Peuple*, 25-IV-49, p. 2, c. 3-5, p. 3, c. 4-8; 28-IV-49, p. 3, c. 8).

(95) *Libre Belgique*, 19-XI-49, p. 2, c. 4; 13-XI-49, p. 2, c. 7-8; *Recueil de Documents*..., n° 382/2, p. 877-878).

Les tempêtes et polémiques que certaines visites à Prégny pouvaient susciter montrent bien les difficultés de l'action royaliste à pénétrer dans les milieux de la résistance. Au « pas de politique » des grandes associations d'anciens combattants venait se joindre la volonté de ne pas rompre la solidarité entre résistants.

Fin janvier 1949, on annonça qu'une délégation de résistants -et plus particulièrement d'agents des Services de Renseignements et d'Action- se rendrait à Prégny pour recommander au Roi de rentrer sans tenir compte des « contingences politiques ». On citait les noms de F. Cannoot (réseau *Athos*), du Major Yvon Michiels, du Major Georges de Lovinfosse et de Christian Jooris, alors président de l'U.S.A. (*Union des Services de Renseignements et d'Action*). Ce dernier se désista pour ne pas compromettre son organisation et la délégation reçue le 31 janvier se composera de Cannoot, de Lovinfosse et son épouse (membre de *Zéro*), de Montens d'Oosterwyck (réseau *Janvier*) et d'André Hautain, de l'état-major du *Groupe G*. L'adresse lue par Cannoot n'évoquait nullement un retour en force du Roi mais le remerciait de son « attitude inébranlable de résistance défensive » qui avait « rendu possible l'action clandestine active sous l'occupation ». A peine un communiqué avait-il été publié par les soins de Pirenne qu'André Hautain se désolidarisait du groupe : il aurait préféré l'expression « opposition inébranlable aux desseins de l'ennemi ». Cependant, refusant de fournir des armes aux adversaires du Roi qui s'étaient empressés de monter l'incident en épingle, Hautain signa un protocole d'accord avec Pirenne, puis, après publication, estima qu'il ouvrait « un large champ à l'équivoque ». Mises au point et droits de réponse se succédèrent⁽⁹⁶⁾. Le principal résultat fut que certains réseaux, comme *Zéro*, firent savoir que leurs membres présents à Prégny ne les engageaient nullement ou protestèrent contre les activités « qui cherchent à tirer profit de nos sacrifices et de nos souffrances à des fins politiques »⁽⁹⁷⁾.

Le grand revirement d'opinion que la propagande léopoldiste avait réussi à effectuer dans les milieux anciens combattants en exploitant les sentiments de solidarité des anciens de mai 40 et les erreurs psychologiques de la propagande adverse trouvait malaisément des thèmes exploitables du côté de la résistance. Pour les « résistants nationaux de la première heure » actifs au sein des mouvements léopoldistes et attachés à propager le thème du « Roi, Premier des Résistants », il fallait surtout éviter que la « résistance » soit considérée comme un bloc monolithique. La prétention

(96) *Peuple* 27-I-49, p. 1, c. 4-5; 29-I-49, p. 3, c. 7-8; 5-II-49, p. 1, c. 6-7, p. 2, c. 3-4; 6-II-49, p. 1, c. 7-8; 8-II-49, p. 1, c. 3-5; 10-II-49, p. 1, c. 2-4; *Libre Belgique*, 3-II-49, p. 1, c. 5-6; 4-II-49, p. 1, c. 4.

(97) *Peuple*, 15-II-49, p. 1, c. 8; 16-IV-49, p. 2, c. 5 « La Résistance et les voyages à Prégny ». Les liens de Cannoot, chef d'*Athos*, avec le M.L. sont évidents. Alors qu'en juillet 1945 il avait envoyé au nom de son groupe un télégramme « d'indéfectible attachement » au Régent, Cannoot avait été imposé par Mademoiselle Cherymy comme orateur de la Résistance lors du Congrès du Heysel (P.V. de la réunion G.N.B. du 14 janvier 1948).

du *Front de l'Indépendance* à parler au nom de la résistance entière leur était insupportable. Dès 1945, la presse royaliste guettait le moindre signe de fissure au sein du F.I./O.F., mettant en évidence les démissions ou exclusions de membres d'opinion royaliste et que l'on trouve bientôt à des postes dirigeants de mouvements léopoldistes⁽⁹⁸⁾. Ce n'est toutefois pas, officiellement, l'« affaire royale » qui provoquera un éclatement du F.I. mais la période aiguë de guerre froide à partir de mars 1948 avec le « coup de Prague », les grèves insurrectionnelles en France et en Italie, le blocus de Berlin, etc... L'éclatement du F.I., qui couvait depuis longtemps, se manifestera dans les premiers jours de novembre 1949. Un diplomate belge, Maurice Seynave, prend la tête de la fronde qui reproche à Fernand Demany de se servir du F.I. au profit exclusif du P.C.B., de noyauter les assemblées générales et d'agir en dictateur. Les dissidents, alliés à la *Fédération Nationale des Ex-Maquisards de Belgique*, lancent le F.N.B.I. (*Front National Belge de l'Indépendance*) dont les fondateurs sont presque tous des fonctionnaires, ce qui traduirait bien, dans l'atmosphère de guerre froide, la méfiance croissante de l'appareil d'Etat vis à vis du F.I. et du P.C.B. La première réaction du *Peuple*, moniteur officiel du P.S.B., est loin d'être hostile à cette initiative, d'autant plus que Seynave a annoncé que le F.N.B.I. s'abstiendrait de prendre position dans l'affaire royale. Cette bienveillance se muera en hostilité quand la presse et les publications léopoldistes affirmeront que la vraie cause de la scission est la fidélité des dissidents au Roi. De fait, le « secrétaire général à vie » — et donc véritable dirigeant du F.N.B.I. — était le pittoresque Emile Delcourt, un léopoldiste convaincu, qui en juillet 1949 avait fait publier une déclaration de guerre à Demany. Anticommuniste professionnel, Delcourt défrayera la chronique des années 50 par ses initiatives tapageuses, ses activités de « barbouze »... et quelques escroqueries qui lui vaudront de faire connaissance avec la justice. On notera cependant que ce n'est que le 27 septembre 1950, après l'effacement du Roi, que le F.N.B.I. modifiera ses statuts en y incluant officiellement l'anticommunisme et qu'il publiera à partir du 11 novembre 1950 *L'Unité Belge. L'Hebdomadaire de la Réconciliation Nationale*⁽⁹⁹⁾.

(98) *Septembre*, 20-V-45, p. 2, c. 3; 10-VI-45, p. 2, c. 4; 24-VI-45, p. 4, c. 3-5; 15-VII-45, p. 4, c. 6-7; 29-VII-45, p. 2, c. 2 « Un Homme courageux », 27-VIII-47, p. 2, c. 6-7; 5-III-50, p. 5, c. 1, etc... Gustave Viaene, de Courtrai, passera du F.I. au commandement local de la *Jeunesse Fidèle au Roi*.

(99) *Libre Belgique*, A.S.B.L., 1949, n° 2789, p. 1221-1224; 1950, n° 2389, p. 1001-1002; *Europe-Amérique*, n° 234, 8-XII-49, p. 8; *Peuple*, 5-XI-49, p. 2, c. 1-2; *Septembre*, 13-XI-49, p. 2, c. 3-5; 27-XI-49, p. 2, c. 3-6. Sur Emile Delcourt, voir notamment les chroniques judiciaires du *Pourquoi Pas?* du 4-IV-58 au 28-XI-58 et *Drapeau Rouge*, 4-X, 5-X, 6-X-60, p. 3, c. 6-8. Voir la lettre ouverte d'Emile Delcourt à Demany du 16-VII-49: « ...Pour servir le parti communiste, vous faites prendre par vos adjoints une position qui ne nous regarde en rien. Cette réunion du 16 n'a qu'un but: impressionner la masse et lui faire croire que la Résistance est prête à s'opposer au retour du Roi... », et Olive MUIR, *Le complot contre Léopold III et la Vérité*, Bruxelles, 1950, p. 88-89: « Cependant, plusieurs affiliés et dirigeants du F.I. demeurent fidèles au Roi. Récemment, le F.I. a été créé par des hommes qui refusent de se soumettre à l'influence communiste et qui, sauvegardant le même idéal qu'ils défendaient durant la guerre, sont prêts à lutter pour l'indépendance, la liberté et la défense de la Constitution Belge, à la tête de laquelle demeure le Roi... »

En règle générale cependant, tout en militant dans les organisations léopoldistes, beaucoup de résistants de premier plan hésitaient à se mettre en avant. Ce ne fut par exemple qu'en vue des élections du 4 juin 1950 que le *Comité National de la Consultation Populaire* imposera la présence sur les listes P.S.C. à Bruxelles de deux « résistants apolitiques », Robert Logelain (co-fondateur de la *Libre Belgique* clandestine) et le Colonel Mantier de l'O.M.B.R. (*Organisation Militaire Belge de Résistance*)⁽¹⁰⁰⁾.

Pour enfoncer un coin dans le bloc réticent ou hostile des mouvements de résistance, la propagande royaliste allait trouver un allié de taille en la personne du Général Ivan Gérard. Le désarmement de la Résistance avait mis fin à son commandement en chef des « Troupes de l'Intérieur ». Il estimait que la direction de la nouvelle armée belge lui revenait de droit, mais elle lui échappa pour aller à « un pur-OTADien ». Casé à la Mission Militaire en Allemagne, il dut en septembre 1945 remettre ses fonctions au Colonel Goethals qui sous l'occupation avait été le bras droit du Général Keyaerts à la tête de l'O.T.A.D., puis fut mis à la retraite prématurée en mars 1946 à l'âge de 57 ans. Persuadé qu'on lui avait fait, selon son expression, « une crasse infâme », Ivan Gérard ne décolérait pas et s'estimait victime d'un complot ourdi par le Colonel Raoul Defraiteur, le réorganisateur de l'armée belge et titulaire du M.D.N. de 1946 à juin 1949, par son adjoint le Commandant BEM De Greef, futur Ministre P.S.C. d'août 1950 à 1954, dans lesquels il voyait les créatures de son ennemi juré Keyaerts. Gérard ne pardonnait pas à ce dernier de lui avoir demandé, à son rapatriement d'Allemagne, sa parole d'officier de ne pas s'occuper de résistance armée afin de pouvoir « continuer à regarder von Falkenhausen dans les yeux⁽¹⁰¹⁾ ».

Agitant tous les milieux politiques et résistants, Gérard parvint à faire rapporter sa mise à la retraite, obtint la fiche de consolation d'une nomination au grade de Lieutenant-Général de réserve et d'être placé au poste de tout repos de chef du « service des distinctions honorifiques de la Résistance » avec retraite inéluctable au 1^{er} janvier 1948... Persuadé d'être « victime d'une persécution de la Résistance » par l'ex-O.T.A.D., Gérard pouvait rencontrer les thèmes des campagnes menées contre Defraiteur par la presse de gauche, mais les mesures de « dégraissage » des cadres prises par le Ministre pouvaient également alimenter les arguments de la presse royaliste : seul le retour du Roi empêcherait les mesures budgétaires, les mises à la retraite et autres « iniquités » du Ministère de la Défense Nationale. Deux voies, à gauche et à droite, s'offraient à Ivan Gérard. Il y ajouta une troisième, assez curieuse, faisant de Defraiteur,

(100) *Nation Belge*, 21-V-50, p. 2, c. 5; *Libre Belgique*, 21-V-50, p. 4, c. 5.

(101) Ivan GERARD, *Armée Secrète. Souvenirs de commandement*, in-8°, Bruxelles, 1962, p. 67 et 236-249. Sur l'ininterminable controverse au sujet de sa mise à la retraite, voir CERSGM, Papiers I. Gérard (PG1), dossier I, liasses 5-8.

souvent attaqué pour ses liens avec Van Overstraeten et son léopoldisme militant en 1940, discrètement agissant après 1945 ⁽¹⁰²⁾, l'homme de paille d'une conjuration maçonnique : « Monsieur Defraiteur est un homme taré. Le genre qu'il faut pour accomplir les besognes qui lui sont prescrites par le tout puissant Sanhedrin ⁽¹⁰³⁾ » (*sic*).

Tout à sa lutte contre Defraiteur, le Général Gérard aurait, s'il faut en croire des accusations précises formulées en 1949, tenté de le supplanter au M.D.N. avec l'aide de l'extrême-gauche et aurait été à l'origine de la divulgation par la presse de certains aspects du « rapport Cassart » peu flatteurs pour l'attitude du Ministre vis à vis de la résistance armée au début de l'occupation. Se démenant beaucoup, publiant un article incendiaire dans *Le Soir* du 11 juin 1947, le Général Gérard fut discrètement prié par une lettre personnelle du Ministre d'éviter de « porter atteinte au moral et à la discipline de l'Armée » ⁽¹⁰⁴⁾.

N'obtenant rien et voyant approcher la date fatidique de la retraite, il eut la curieuse idée d'adresser un véritable ultimatum à Jacques Pirenne, Secrétaire du Roi, factum contresigné par Camille Joset, Président du *Conseil National de la Résistance* et le Colonel Georges Gérard, Président de l'*Union Nationale de la Résistance Armée*. Comme dans son « Testament Politique » le Roi avait revendiqué la création de l'O.T.A.D. comme son œuvre personnelle, les trois signataires de la lettre

« désirent connaître le sentiment du Roi quant à leur action clandestine et, en particulier si, *oui ou non*, le Roi (...) entendait que ses officiers et sous-officiers ne devaient pas faire partie de la Résistance, et qu'ils devaient, par la suite, être traités comme ayant manqué à la discipline. Telle est, Monsieur le Secrétaire, la question que pose la Résistance belge. De la réponse sans ambiguïté qu'elle espère, la situation sera éclaircie. Car (...) le rapprochement qui se fait dans les esprits entre l'attitude prêtée au Roi et la malfaisante action de l'O.T.A.D. empêche, parmi les meilleurs, beaucoup de se rallier sans réserve autour de la personne de S.M. Léopold III ⁽¹⁰⁵⁾ ».

Le Général Gérard avait manifestement agi sans l'appui du Général Pire qui se méfiait terriblement de Joset et de son M.N.B. qui avaient

(102) Voir notamment *Pourquoi Pas?*, 12-IV-46, p. 899-902 « Le Colonel Raoul Defraiteur. Le Ministre le plus discuté de Belgique »; DE BOCK, *Les plus Belles Années...*, p. 139 et 145-152; PIRENNE, *Mémoires...*, p. 332-333.

(103) Note d'I. Gérard « A propos de la gestion de la Défense Nationale », 1^{er} août 1949 (CERSGM, PG1/17).

(104) A. Marissal à I. Gérard, 8 juin 1949; J. Marissal à I. Gérard, 16 mai 1949; I. Gérard à J. Marissal, 10 juin 1949 (CERSGM, PG1/17); R. Defraiteur à I. Gérard, 20-VI-47 et réponse du 25-VI-47 (PG1/15); *Pourquoi Pas?*, 26-IX-47, p. 2468.

(105) I. Gérard, G. Gérard et C. Joset à J. Pirenne, 3 décembre 1947 (PG1/15). Le Colonel Georges Gérard siégeait à l'U.N.R.A. comme délégué du groupe *Nola*.

tendance à dénigrer l'*Armée Secrète* ⁽¹⁰⁶⁾. Ne saisissant pas l'importance de l'arme qu'on lui offrait, Pirenne laissa s'écouler deux mois avant de fournir copie de la décision de la Commission Militaire lavant Keyaerts de tout reproche et d'assurer que le Roi n'avait jamais désavoué, directement ou indirectement, les cadres militaires engagés dans la résistance. Pour Ivan Gérard, Pirenne se fourvoyait en réduisant l'affaire « à une question de personnes, une querelle de généraux » et il fallait avertir les cadres résistants « qu'ils n'ont rien à espérer, en ce moment, des autorités de ce pays, quel que soit le secteur de l'autorité, si haut soit-il, auquel ils s'adressent » ⁽¹⁰⁷⁾. Pendant que Joset et Georges Gérard revenaient à la charge auprès de Pirenne, le Général Ivan Gérard, faisant cavalier seul, inondait de lettres le Régent, le Ministre d'Etat libéral Devèze, Defraiteur lui-même pour faire attirer Keyaerts en « Conseil d'honneur » des officiers ⁽¹⁰⁸⁾. Manifestement, ce que le Général Gérard voulait, c'était s'entendre dire par n'importe quelle autorité morale qu'il était un héros méconnu et Keyaerts un traître mal blanchi...

L'entourage royal et les milieux léopoldistes avaient fini par comprendre l'intérêt qu'offrait le ralliement du chef officiel de la résistance armée. Ancien du 12^e de Ligne en 14-18, chef de corps du « Régiment Royal » en mai 40, Ivan Gérard entretenait de bons rapports avec le très léopoldiste Général Neefs, du M.N.R., qui présidait la fraternelle régimentaire. A l'intervention de Neefs, le Général Gérard rencontra Pirenne le 25 mai 1948. Le Secrétaire du Roi laissa espérer une réponse au factum Joset-Gérard mais invita le Général à se rendre à Prégny « pour recevoir réponse directe » à sa fameuse question *oui ou non* le Roi approuvait-il la Résistance. En fait, Gérard, qui non seulement avait commandé l'A.S. en 43-44 mais l'ensemble de la résistance armée à la Libération, était invité à se joindre au « pèlerinage » organisé par Neefs des généraux de mai 1940 à Prégny pour le 8^e anniversaire du 28 mai. Malheureusement, le Général Keyaerts, chef du Corps de Cavalerie en mai 40, était de la partie... et du coup Ivan Gérard se découvrit une diplomatie maladie ⁽¹⁰⁹⁾. Talonné par Pirenne et invité à joindre un mot d'excuses (utilisable par la suite), le Général mordit à l'hameçon :

« Il m'aurait plu de dire au Roi ma reconnaissance infinie pour l'aval qui, par l'intermédiaire du général Tilkens, a été donné dès 1942 à notre action et sans lequel il est hors de conteste que la constitution de l'armée secrète, comme aussi son action ultérieure pour la sauvegarde de

(106) J. Pire à I. Gérard, 28 février 1947 (PG1/1/5). Sur le conflit A.S./M.N.B., voir CERSGM, Fonds Léo Lejeune, n° 49 et 62 et la brochure du Général Pire *Le Statut de l'Armée Secrète*, un-4°, Bruxelles, 1950.

(107) J. Pirenne à I. Gérard et C. Joset, 6 février 1948 (PG1/1/6).

(108) C. Joset et G. Gérard à J. Pirenne, 29 avril 1948; I. Gérard au Prince Régent (21 janvier 1948), à R. Defraiteur (20 février et 26 avril 1948), à A. Devèze (21 FÉVRIER 1948); R. Defraiteur à I. Gérard, 13 mai 1948 (PG1/1/6).

(109) Lettre de C. Joset à I. Gérard du 18 décembre 1949 reprenant des passages d'une lettre de I. Gérard du 26 mai 1948 (PG1/1/6); PIRENNE, *Mémoires*., p. 363-364.

l'honneur de l'Armée et l'obtention de la victoire, n'eussent pas été possibles ⁽¹¹⁰⁾ ».

Devant cette soudaine certitude, on peut se demander pourquoi Ivan Gérard avait jugé bon de poser en décembre 1947 son *oui ou non* comminatoire. De Prégny, on continuait à lui prodiguer louanges et eau bénite de cour et finalement, invité spécialement, le Général put le 18 juin 1948 s'entretenir une heure avec le Roi. « Je ne me suis rendu à Prégny, écrira-t-il plus tard, qu'après avoir posé nettement et sans échappatoire la question brûlante. Oui ou non. A l'égard des morts, et d'ailleurs de tous, j'ai poussé un « ouf » quand j'ai de la bouche du Souverain su que c'était oui ⁽¹¹¹⁾ ». Ivan Gérard était surtout transporté d'aise parce qu'à son récit des persécutions dont selon lui les « officiers résistants » étaient victimes de la part de Defraiteur, le Roi se serait exclamé « c'est ignoble » ou « ce sont des ignominies ⁽¹¹²⁾ ».

Le ralliement d'Ivan Gérard ne suivit pas immédiatement sa visite à Prégny mais se fit désirer près d'un an. violemment attaqué fin 1949, le Général Gérard tenta d'expliquer son étrange silence :

« ...Au cours d'entretiens que j'eus séparément avec chacun d'eux, je fis part au Commandant en Chef de l'A.S. et au Président du Conseil de la Résistance du résultat de mon entretien et je leur remis une note, au nom du Roi, émanant du Secrétariat du Roi. De ces entrevues, qui eurent lieu au début de juillet 1948, il ne sortit pratiquement rien.

Pour des raisons que je n'ai pas à connaître, mais présume résulter du devoir, sans doute éminemment respectable de tout chef de maintenir la cohésion de son groupement, il fut indéfiniment différé à toute publication dans les journaux des groupements de Résistance. Dès lors, il en résulta qu'au printemps de 1949, au moment où allaient s'engager des élections qui mettaient en cause le sort futur de la Patrie et du Roi, ce dernier allait être privé du bénéfice de l'attitude qui fut sienne à l'égard de la Résistance.

Dans cette matière, ma responsabilité personnelle vis à vis du Roi était totalement engagée et je sentais qu'en maintenant ma position passive et confortable de chef moral de la Résistance je manquais à un devoir.

Je revis au début de mai 1949, à titre privé, le Secrétaire du Roi. Je lui soumis mon cas de conscience et nous tombâmes d'accord quant à ce qu'il convenait de faire. C'est sans aucune pression de sa part que je me résolus à publier un manifeste et apporter aussi l'appui de ma personne au parti qui, seul, soutenait le Roi ⁽¹¹³⁾... »

(110) Lettre à « mon cher Général » et PIRENNE, *loc. cit.*; *Libre Belgique*, 2-VI-48, p. 1, c. 4; *Nation Belge*, 3-VI-48, p. 2, c. 3; *Septembre*, 6-VI-48, p. 2, c. 1-2.

(111) J. Pirenne à I. Gérard, 30 mai et 15 juin 1948 (PGI/1/6); lettre de I. Gérard à « mon cher Jean » (J. Marissal), sd, (juin 1949) (PGI/1/7).

(112) I. Gérard à J. Pholien, 14 novembre 1950 (PGI/1/8) et note « A propos de la gestion de la Défense Nationale » (PGI/1/7).

(113) I. Gérard à V. Larock, 15 décembre 1949 (PGI/1/7).

Accompagné de l'annonce que le Général Ivan Gérard serait candidat sur la liste P.S.C. pour le Sénat à Bruxelles, le manifeste *A mes Amis Résistants* fut diffusé sous forme de tract et par la presse dans les premiers jours de juin 1949. Les thèmes en étaient fort simples : le Roi aurait, sous l'occupation, fait savoir au Colonel Jules Bastin qu'il pouvait obéir aux ordres de Londres pour réorganiser l'A.S. et, surtout, Ivan Gérard avait été fort bien reçu à Prégny. « Je ne voudrais froisser personne, mais de tous les « grands » de notre pays que j'ai dû approcher pendant ces quatre années pour obtenir d'eux un peu de compréhension à l'égard de la Résistance, Il (le Roi) fut le premier en qui je trouvai pareil écho et telle bonne volonté ⁽¹¹⁴⁾... »

Les aspects purement personnels du ralliement d'Ivan Gérard, héros négligé, sont évidents. Le 9 mai 1949, il avait d'ailleurs rédigé une note annexe à son manifeste, posant nettement ses conditions : le manifeste ne serait publié que si cela était vraiment utile au Roi... mais aussi si le P.S.C. s'engageait à le faire coopter comme Sénateur pendant un an (« un quart de siège »).

« De cette façon, non seulement je serai couvert par une situation officielle contre certaines attaques, mais encore, par l'apport de ma seule présence au Parlement, j'éliminerai pour l'avenir la possibilité de voir encore des hommes tarés, tel Defraiteur, siéger au banc des Ministres et se moquer gratuitement de la Résistance. S'il était montré, par les votes individuels sur mon nom, que plus de 15.000 électeurs me font confiance, je serais autorisé à conserver mon siège pendant la durée complète du mandat. Un tel accord devrait être signé avec un délégué qualifié du P.S.C. avant tout publication ⁽¹¹⁵⁾. »

L'expérience de la guerre avait au moins appris une chose au brave général : on ne s'embarque pas sans biscuits...

Les réactions à la publication du manifeste furent très vives. *Le Peuple* parlait d'« attestation tardive » et demandait pourquoi Gérard s'était tu « lorsqu'il était mêlé de près, personnellement, à la politique gouvernementale en 1945-46 » et n'avait fait aucun témoignage en faveur du Roi dans le rapport de la Commission Servais? La feuille socialiste ouvrait ses colonnes à diverses protestations de milieux de la Résistance et à un communiqué du M.N.B. de Joset déniait à Ivan Gérard tout mandat pour traiter avec Prégny au nom de la Résistance. Parmi les protestataires, le Colonel Jean Marissal,

(114) Texte du tract « A mes Amis Résistants », juin 1949 (PG1/VT); *Recueil de Documents... Addenda*, n° 29, p. 75-78 et *Supplément au Recueil de Documents...*, n° 40, p. 105-106. Le pauvre Ivan Gérard n'avait pas de chance. Dans les *Addenda*, sa proclamation est suivie d'une attestation de résistance délivrée à Londres le 8 janvier 1943 en faveur du Roi... par Raoul Defraiteur, et dans le *Supplément* une coquille typographique fait de lui le « Général von Gérard » (sic)!

(115) « Annexe à mon manifeste », 9 mai 1949 (PG1/VT).

qui avait dirigé à Londres la 2^e Direction du M.D.N. administrant l'*Armée Secrète*, et son frère le Lieutenant-Colonel Adelin Marissal parachuté en 1943 comme chef de la mission *Stanley* chargée d'établir la liaison entre Londres et l'A.S. Jean Marissal se bornait à une digne mise au point : Londres n'avait pas interdit tout contact avec le Palais et Bastin n'avait jamais fait part de « l'aval royal », mais son frère allait beaucoup plus loin et reprochait amèrement à « Monsieur le Candidat Sénateur » ses amitiés jadis communisantes, d'avoir « changé son fusil d'épaule » et d'avoir été, même pendant la guerre, un opportuniste. Gérard répondit de la même encre... et tout finit par des excuses. *Le Peuple* avait cependant réussi à mettre Ivan Gérard dans l'embarras en publiant la lettre collective du 3 décembre 1947 à Pirenne exigeant un désaveu de l'O.T.A.D. On peut se demander de qui *Le Peuple* avait obtenu communication du document ⁽¹¹⁶⁾.

Aux élections législatives de juin 1949, Ivan Gérard n'obtint qu'environ 6.500 voix de préférence. C'était trop peu pour justifier ses ambitions de cooptation et le P.S.C. répondit à ses réclamations en le mettant à la disposition de l'aile wallonne du parti, où les chances de carrière étaient nulles. Seule consolation, Raoul Defraiteur avait quitté le M.D.N. Oubliant ses obsessions de complot maçonnique, le Général Gérard essaya d'obtenir d'Albert Devèze une promotion à effet rétroactif ⁽¹¹⁷⁾.

Les polémiques, qui s'étaient calmées après les élections de juin 1949, reprurent en décembre quand on apprit que le Général Gérard avait accepté d'être président du *Comité pour la Consultation Populaire* de Saint-Gilles et qu'il était fréquemment à la tribune des meetings royalistes comme conférencier sur le thème « Le Roi et la Résistance ». La presse socialiste proposa un arbitrage d'honneur du *Conseil National de la Résistance*, toujours présidé par Joset, et publia en bonne place la lettre cinglante adressée en juin à « Monsieur le Candidat Sénateur » par Adelin Marissal. Ce dernier se défendait d'avoir fourni copie de ce qui devait rester une correspondance privée, pendant que dans ses volumineux droits de réponse au *Peuple* — dont la violence empêcha l'insertion complète — Ivan Gérard mettait en cause Joset qu'il accusait d'avoir volontairement tu une lettre de Pirenne contenant l'adhésion du Roi aux idéaux de la Résistance et ainsi forcé le général à publier son manifeste. De l'échange de lettres acerbes, il ressort que le président du C.N.R. n'avait pas accepté comme probantes des explications verbales et une lettre d'Ivan Gérard après

(116) *Peuple*, 2-VI-49, p. 1, c. 3-4; 10-VI-49, p. 1, c. 2-4, p. 3, c. 6-8 et p. 3, c. 6-7; 23-VI-49, p. 1, c. 2-4, p. 2, c. 3-6. I. Gérard à J. Marissal, 16 mai 49; A. Marissal à I. Gérard, 8-V-49; I. Gérard à A. Marissal, 16 juin 1949; A. Marissal à I. Gérard, 16 juin 1949 (PGI/17).

(117) Lettre d'I. Gérard au Président du P.S.C., 8 juillet 1949; de A. Michiels à G. Eyskens, 22 août 1949; I. Gérard à G. Eyskens, 13 septembre; G. Eyskens à I. Gérard, 20 septembre; A. Devèze à G. Eyskens, n° 14970 (sd); I. Gérard à G. Eyskens, 26 janvier 50; I. Gérard à A. Devèze, 8 février 1960; A. Devèze à I. Gérard, 25 mai 1960 (PGI/7-8).

l'entrevue de Prégny, mais que le Général Jules Pire, chef de l'*Armée Secrète*, aurait lui été honoré d'une réponse directe de Pirenne. Ce dernier aurait fourni à Pire des explications sur l'attitude royale envers un mouvement se considérant comme la continuation de l'armée régulière, mais, oubli ou gaffe, aurait négligé de répondre au factum de C.N.R. et de l'U.N.R.A. Il faut toutefois noter que devant les aspects déplaisants que prenait la polémique, même l'A.S. tint à prendre ses distances quant à l'action d'Ivan Gérard ⁽¹¹⁸⁾.

En juin 1950, ce dernier fut invité à figurer une nouvelle fois sur les listes P.S.C. Il se fit tirer l'oreille, peu soucieux d'exposer à un nouvel échec « la dignité de ce que je représente ». Le Président du P.S.C., Francis van der Straten-Waillet lui fit de vagues promesses de cooptation ou de fonctions en rapport avec son activité dans la Résistance. Le naïf général se voyait déjà à la tête de la Défense Nationale ⁽¹¹⁹⁾... Il n'obtint qu'environ 5.000 votes de préférence.

Au moment du retour du Roi, et même après son effacement, il attendait le prix de son ralliement. Quand, lors de la formation du Cabinet Pholien le 15 août 1950, le M.D.N. fut attribué au Colonel De Greef, ancien bras droit de Defraiteur, ce fut l'explosion que l'on devine :

« ...En couvrant ce choix, vous-même et le Parti prenez position dans le conflit qui n'a cessé d'opposer Bastin et Van Overstraeten, savoir l'opportunité de la Résistance (...) J'avais cru à Prégny, le 18 juin 1948, avoir convaincu le Roi. Or, le Roi a eu avec Van Overstraeten de très longs entretiens. Il semble que tout soit à refaire ⁽¹²⁰⁾... »

Fin septembre 1950, ce fut une véritable déclaration de guerre au P.S.C., accompagnée de démarches en tout sens pour faire révoquer le Ministre De Greef! Finalement, on trouvera en 1955 le Général Ivan Gérard tonnait contre le régime et vice-président du *Rassemblement Social-Chrétien de la Liberté*, créé par l'ex-député P.S.C. ultra-léopoldiste André de Saint-Remy. Dans ses mémoires, le Général Gérard expliquait son ralliement, tardif mais spectaculaire, au Roi par la solidarité entre « an-

(118) *Peuple*, 2-XII-49, p. 3, c. 3-5; 3-4-XII-49, p. 1, c. 2-4; A. Marissal à I. Gérard, 12 décembre; A. Marissal à V. Larock, 12 décembre; V. Larock à I. Gérard, 15 décembre; trois droits de réponse des 12, 14 et 15 décembre; V. Larock à I. Gérard, 16 décembre; C. Joset à I. Gérard, 18 décembre; I. Gérard à C. Joset, 20 décembre 1949 (PGI/17). *Pygmalion*, mars 1950, p. 27 : « Le Lieutenant-Général Gérard, dans plusieurs articles parus dans la presse, a exprimé des opinions qui sont siennes, sans en référer au Commandant de l'A.S. ni à l'U.F.A.S. Il n'engage à cet égard que lui-même et ne parle pas au nom de l'A.S. »

(119) I. Gérard à F. Van der Straten-Waillet, 5 mai 1950; F. Van der Straten-Waillet à I. Gérard, 8 mai et 13 juin 1950; J. Meurice à F. Van der Straten-Waillet, 10 juin 1950; — note conclusive », sd (PGI/18).

(120) I. Gérard à J. Pholien, 22 août 1950 (PGI/18); I. Gérard à Théo Lefèvre 29 septembre 1950 et Th. Lefèvre à I. Gérard, 16 novembre 1950; Colonel BEM Dinjaert à I. Gérard, 9 octobre 1950 (*idem*).

ciens » du 12e de Ligne. Ses papiers personnels jettent sur tout cette affaire un jour particulier, léopoldiste peut-être, gérardiste sûrement ⁽¹²¹⁾!

L'ultime polémique suscitée dans le monde des « anciens » par l'affaire royale fut provoquée par l'attitude de la C.N.P.P.A. (*Confédération Nationale des Prisonniers Politiques et Ayants-Droit*) au moment le plus décisif de la crise de juillet-août 1950. Bien que suspectée par la droite d'être noyauté par l'extrême-gauche, ⁽¹²²⁾ la C.N.P.P.A. avait maintenu une neutralité scrupuleuse pendant toute l'affaire royale et avait encore confirmé cette attitude fin juillet 1950. Le 29 juillet, elle sortit de sa passivité. Son président, Léopold Ros, et Nicolas Monami, un modéré, rendirent visite au Premier Ministre Duvieusart pour lui proposer une médiation de leur organisation dans le sens d'une abdication après un délai d'un an. Des contacts avec des délégations des quatre partis eurent lieu le dimanche 30 et finalement, c'est dans l'atmosphère lourde qui suivit les événements de Grâce-Berleur qu'une délégation de la C.N.P.P.A. se rendit à deux reprises à Laeken où elle fut reçue par le Roi tard dans la nuit fatidique du 30 au 31 juillet.

S'interroger sur le caractère décisif ou non de l'intervention de la délégation dans la prise ultime de décision par le Roi échappe au cadre de ce travail. Quand le Roi annonça officiellement son « effacement », la C.N.P.P.A. diffusa un « Appel au Pays » félicitant Léopold III de son geste et demandant le ralliement autour du Prince Royal ⁽¹²³⁾.

Du côté léopoldiste, ce fut une explosion de colère. On insistait sur les opinions marxistes, affichées ou supposées, de tel ou tel membre de la délégation, on estimait que le Roi aurait mieux placé sa confiance « en l'U.F.A.C. par exemple ou en l'Armée Secrète ». *La Croisade* s'indigna de ce que « les 750.000 frères d'armes du Roi, anciens combattants 14-18 et 40-45 ainsi que les prisonniers politiques 14-18 aient été tenus à l'écart de toute consultation ou négociation » (*sic*) ⁽¹²⁴⁾.

(121) I. GERARD, *Armée Secrète. Souvenirs de Commandement*, p. 249 : « ... Je sais seulement que je me mis à dos la plupart des politiciens de gauche quand, avec les anciens du régiment, nous fîmes rempart autour du Roi Léopold, notre compagnon de guerre de 1915... »

(122) Lettre de G. Rhodius au *Phare-Dimanche*, 30 mars 1948; COZYNS-VERHAEGEN, *op. cit.*, p. 95-96. On notera cependant qu'à ses débuts la C.N.P.P.A. avait élu président à l'unanimité le Général Robert Lentz qui était très léopoldiste (*Moniteur Belge*, A.S.B.L., 1945, n° 2832, p. 1411). A la suite des élections du Conseil National du 19 juin 1949, la C.N.P.P.A. était présidée par Léopold Ros qui avait appartenu au Cabinet de Joseph Merlot.

(123) Voir J. DUVIEUSART, *La question royale. Crise et dénouement*, in-8°, Bruxelles, CRISP, 1975, p. 110-111 et les conférences de presse tenues par Duvieusart et Ros (*Libre Belgique*, 31-VIII-50, p. 1, c. 5-6, p. 2, c. 4-5 et 1-VIII-50, p. 1, c. 5-6; « Note élaborée par L. de Landsheere (sources Harmel, Molitor, etc...) », CERSCM, Papiers Marc Delforge (PDZ1, n° c2); *Nation Belge*, 2-VIII-50, p. 2, C. 1-2; *LIBRE Belgique*, 2-VIII-50, p. 2, c. 2.

(124) Jo GERARD, *Tempête sur le Palais*, in-8°, Bruxelles, 1952, p. 81-82; *Europe-Amérique*, 10-VIII-50, p. 31; *Libre Belgique*, 7-VIII-50, p. 2, c. 2-4.

Mais surtout la presse royaliste publia une série de lettres de démission et de protestation d'anciens prisonniers politiques désavouant Ros et lui déniaient le droit de parler au nom de *tous* les P.P. « Il est temps en effet, écrivait la *Libre Belgique*, que les prisonniers politiques libèrent leur association de l'emprise politicienne d'une clique de gens d'extrême-gauche ». Les P.P. démissionnaires fondèrent l'*Amicale des Prisonniers Politiques Royalistes* qui publia un manifeste dans la presse le 22 août 1950. Cet appel tonnait contre l'intervention de la délégation alors que « pendant les cinq années de l'exil du Roi, la Confédération s'était volontairement cantonnée dans une stricte neutralité vis à vis du problème royal ». Il était signé d'une vingtaine de noms dont les principaux rédacteurs ex-résistants de *Septembre* (Hupin, Rhodius, Lejeune, etc...), de Robert Logelain et du Professeur Florent Peeters de l'Université de Gand, qui avait passé 40 mois en déportation et avait été un des propagandistes les plus actifs des G.R.U. Un secrétariat provisoire fut établi, des tracts bilingues édités mais l'apaisement général des esprits rendit inutiles les activités de cette *Amicale* qui voulait lutter pour « la défense du Trône, de la Monarchie et de nos libertés constitutionnelles » (125).

**

« Monarchie et Patrie » avaient été pendant toute l'entre deux guerres les piliers de l'idéologie « ancien combattant ». On aurait pu s'attendre, après les démonstrations quasi mystiques de 1940-1941, à un soutien en masse en 1945. C'est *instinctivement* en effet que des témoignages de loyalisme abondèrent au moment de la Libération du Roi pour s'estomper rapidement par crainte du mot tabou de *politique*. Quand, à partir de 1948, les polémiques sur les Dix Huit Jours rendront indissociables la justification de la conduite de l'Armée et celle de son Commandant en chef, il y aura des ralliements, timides d'abord, en masse en 1950. Si la F.N.C. et la F.N.I. restèrent inébranlables dans leur neutralité, on doit souligner, à propos des autres associations, le rôle d'aiguillon d'associations nouvelles mais surtout le fait qu'à titre individuel beaucoup de dirigeants militaient dans les organisations en faveur du Roi. En lui, la plupart des « anciens » voyaient le chef malheureux, accusé à tort, et dont la justification était en même temps une glorification de l'Armée qui, comme la femme de César, ne saurait être soupçonnée. En se ralliant à Léopold III en 1949-1950, les dirigeants des Fraternelles de tout genre défendaient le Souverain peut-être, *un des leurs* surtout. Enfin, à l'heure où l'Europe s'ébauchait, il faut souligner que le ferment le plus actif de la polémique d'abord, des ralliements ensuite, fut la réaction suscitée par des déclarations *étrangères* qu'elles soient sorties des

(125) *Libre Belgique*, 7-VIII-50, p. 2, c. 8; 11-VIII-50, p. 2, c. 2-3; 8-X-50, p. 2, c. 2-3; 22-VIII-50, p. 2, c. 2. Pour les tracts édités par l'*Amicale des Prisonniers Politiques Royalistes*, voir CERSGM, dossier Z1.

bouches de Reynaud ou Schuman ou surtout de la plume de Churchill. Le *Belgique d'Abord!* de l'U.F.A.C. 40-45 n'était pas qu'un slogan...

Du côté de la Résistance, ces facteurs de cohésion, d'esprit de corps, d'honneur militaire n'avaient que peu de poids. Au contraire, tout dirigeant se prononçant pour le Roi se voyait aussitôt accusé de ne représenter que lui-même et de rompre avec « l'unité » ou « les idéaux » de la Résistance, unité d'autant plus imprécise qu'elle n'avait jamais existé pendant la guerre et appartenait, tout comme « l'esprit du front » des anciens combattants, au domaine des mythes engendrés par un souvenir collectif embelli... et sélectif.